

## Chapitre 7 - L'arbitrage entre consommation et épargne

### Notions :

- Les déterminants de l'épargne et de la consommation
- La propension à consommer
- Le taux d'épargne
- Le patrimoine

### 1. La consommation

La consommation consiste en l'utilisation d'un bien ou d'un service entraînant, à plus ou moins long terme, sa destruction afin de satisfaire des besoins humains.

La consommation peut se décomposer en 2 parties :

- La **consommation intermédiaire** : la valeur des biens et services transformés ou détruits au cours du processus de production (MP).
- La **consommation finale** : les dépenses permettant l'acquisition de produits utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs des ménages.

L'évolution de la consommation s'étudie notamment au regard :

- **La propension moyenne** à consommer mesure la part du revenu global affecté à la consommation. Elle se calcule de la façon suivante :  $PMC = \text{consommation} / \text{revenu}$
- **Du pouvoir d'achat** : Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter. Le pouvoir d'achat dépend alors du niveau du revenu et du niveau des prix.

“Le pouvoir d'achat des personnes nées entre 1941 et 1980 a augmenté de 5,4% entre 2010 et 2019, soit 0,5% par an.”

- **Des coefficients budgétaires** : le rapport de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (ou à une catégorie de biens ou services, par exemple l'alimentation, le logement) à la dépense totale.

**LA STRUCTURE DE LA DEPENSE DES MENAGES A PROFONDEMENT EVOLUE EN 50 ANS**

en %

|   | Coefficients budgétaires |            |            |            | Évolution annuelle 1960-2007 |            |
|---|--------------------------|------------|------------|------------|------------------------------|------------|
|   | 1960                     | 1975       | 1990       | 2007       | Volume par habitant          | Prix       |
| Alimentation                                    | 38                       | 30         | 27         | 25         | 1,4                          | 4,8        |
| Logement  | 16                       | 20         | 18         | 19         | 2,8                          | 4,6        |
| Transport                                       | 11                       | 15         | 18         | 18         | 3,0                          | 5,1        |
| Habillement et autres produits pour la personne | 14                       | 13         | 11         | 9          | 1,7                          | 4,4        |
| Santé   | 2                        | 2          | 3          | 4          | 4,7                          | 3,5        |
| Communication, loisirs et culture               | 10                       | 12         | 13         | 16         | 4,6                          | 3,6        |
| Services divers                                 | 7                        | 8          | 9          | 11         | 2,1                          | 5,9        |
| Solde territorial                               | 1                        | 0          | -1         | -1         | -                            | -          |
| <b>Total</b>                                    | <b>100</b>               | <b>100</b> | <b>100</b> | <b>100</b> | <b>2,5</b>                   | <b>4,6</b> |

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

L'alimentation représentait 38 % du total du budget de consommation des ménages en 1960 et seulement 25 % en 2007.

L'évolution du coefficient budgétaire d'un poste dépend de l'évolution du volume de la consommation de ce poste ou de cette catégorie (colonne « Volume par habitant ») et de celle de son prix relatif (colonne « Prix »).

La part en valeur des dépenses d'alimentation (y compris le tabac), est passée de 38 % du budget de consommation en 1960 à 25 % en 2007. Par habitant, le montant consacré à la dépense alimentaire à domicile a certes progressé, de 1 470 euros en 1960 à 2 640 euros en 2007 (en euros constants de 2007), mais cette hausse est plus faible que pour les autres postes de consommation. La très nette hausse des niveaux de vie a permis de desserrer la contrainte des dépenses de première nécessité.

|  | <b>Coefficients budgétaires</b> |
|--|---------------------------------|
|  | <b>2018</b>                     |
| Alimentation et boissons non alcoolisées             | 13,3                            |
| <i>dont produits alimentaires</i>                    | 12,1                            |
| Boissons alcoolisées et tabac                        | 3,8                             |
| Articles d'habillement et chaussures                 | 3,7                             |
| Logement, chauffage, éclairage                       | 26,6                            |
| Équipement du logement                               | 4,8                             |
| Santé (dépenses à la charge des ménages)             | 4,0                             |
| Transports   | 14,3                            |
| Communications                                       | 2,4                             |
| Loisirs et culture                                   | 8,0                             |
| <i>dont appareils électroniques et informatiques</i> | 1,1                             |
| Éducation (dépenses à la charge des ménages)         | 0,5                             |
| Hôtels, cafés et restaurants                         | 7,7                             |
| Autres biens et services                             | 12,3                            |
| <b>Dépenses de consommation finale des ménages</b>   | <b>100,0</b>                    |

- **Des taux d'équipement des ménages** : le rapport entre le nombre de ménages disposant d'un bien durable ou semi durable et le nombre total de ménages.

## 2. L'épargne

L'épargne est la partie du revenu disponible qui n'est pas consommée. On considère qu'il s'agit d'une consommation décalée dans le temps.

|   |
|---|
| $\text{Épargne brute} = \text{Revenu disponible brut (RDB)} - \text{Consommation finale}$ |
|---|

|  |
|--|
| $\text{Épargne nette} = \text{Épargne brute} - \text{Consommation de capitale fixe}$ |
|--|

NB : RDB = Revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Il comprend l'ensemble des revenus d'activité, des revenus de la propriété (intérêts, dividendes, revenus d'assurance-vie...) et des revenus fonciers (y compris les revenus locatifs imputés aux ménages propriétaires du logement qu'ils occupent). On y ajoute principalement les prestations sociales en espèces reçues par les ménages et on en retranche les cotisations sociales et les impôts versés.

La **propension moyenne** à épargner mesure la part du revenu global affecté à l'épargne. Elle se calcule de la façon suivante :  $PME = \text{épargne} / \text{revenu}$

Il existe 2 formes d'épargne :

- **L'épargne non financière** : acquisition de biens immobiliers, remboursement des crédits immobiliers.
- **L'épargne financière (capacité de financement des ménages)** : placements monétaires (livret A...) , financiers (actions, obligations ...) et thésauriser (forme non rémunérée : compte courant)

Le niveau d'épargne (l'épargne financière) est très élevé en France, **entre 17,5 % et 18 % des revenus**, un taux bien supérieur à la période avant Covid, où il n'était que de 15 % environ.

## 3. Les déterminants de la consommation et de l'épargne

### 3.1. Les déterminants de la consommation

Plusieurs facteurs déterminent le niveau de consommation des ménages. Voici les principaux déterminants :

- **Revenu courant** : Le revenu actuel des ménages est un déterminant majeur de la consommation. Plus le revenu est élevé, plus les ménages ont la capacité de consommer.

- **Coût du crédit** : Des taux d'intérêt élevés rendent l'emprunt plus coûteux, ce qui peut réduire la consommation, notamment pour les biens durables comme les voitures et les logements.
- **Rendement de l'épargne** : Des taux d'intérêt élevés peuvent inciter les ménages à épargner davantage plutôt qu'à consommer.
- **Pouvoir d'achat** : L'inflation érode le pouvoir d'achat des ménages, ce qui peut réduire leur consommation.
- **Perspectives économiques** : Les attentes des ménages concernant l'évolution future de l'économie, de leur revenu, et de leur emploi influencent leur comportement de consommation.
- **Confiance des consommateurs** : Un sentiment de confiance élevé peut encourager la consommation, tandis qu'un sentiment de pessimisme peut la réduire.
- **Impôts** : Les variations des taux d'imposition peuvent affecter le revenu disponible des ménages et, par conséquent, leur consommation.
- **Transferts sociaux** : Les prestations sociales, comme les allocations chômage et les pensions de retraite, augmentent le revenu disponible et peuvent stimuler la consommation.
- **Structure de la population** : La composition démographique, y compris l'âge, le sexe, et la taille des ménages, influence les habitudes de consommation.
- **Cycle de vie** : Les besoins de consommation varient au cours du cycle de vie, avec des dépenses plus élevées pendant les années de travail et de formation de la famille.
- **Préférences individuelles** : Les goûts et les préférences personnelles influencent les choix de consommation.
- **Comportements culturels et sociaux** : Les normes sociales et culturelles peuvent également jouer un rôle dans les habitudes de consommation.
- **Niveau d'endettement** : Un endettement élevé peut limiter la capacité des ménages à consommer, surtout si une grande partie de leur revenu est utilisée pour rembourser des dettes.
- **Nouveaux produits et services** : L'introduction de nouveaux produits et services peut stimuler la consommation en créant de nouveaux besoins et désirs.

### 3.2. Les déterminants de l'épargne

Les motifs sont les suivants

- **L'épargne de précaution** : se couvrir contre certains risques (chômage, maladie, retraite).
- **L'épargne de prévoyance** : d'assurer une consommation prévue et planifiée, mais différée dans le temps (acquisition d'un véhicule).
- **L'épargne de placement** : permettre d'obtenir des revenus, de réaliser des gains financiers.

L'épargne est déterminée par différents facteurs principaux :

- **Revenus** : quand le revenu augmente la propension à épargne croît également.
- **Taux d'intérêt** : Les **niveaux de taux d'intérêt** vont influencer les décisions d'épargne et d'investissement. Pour les classiques, quand le taux d'intérêt augmente, il y a un arbitrage en faveur de l'épargne. Selon Keynes, les variations de taux d'intérêt modifient la structure de l'épargne (financière/non financière) et non le volume de l'épargne.
- **La fiscalité** : la politique fiscale oriente la structure de l'épargne.

- **La capacité d'anticipation** : Les agents économiques sont dotés d'une **capacité d'anticipation**, notamment des prix ou des impôts. S'ils anticipent une hausse des prix dans l'avenir, ils vont alors privilégier une consommation immédiate au détriment de l'épargne.
- **L'inflation** : à CT : baisse de l'épargne pour maintenir le pouvoir d'achat. À moyen terme, augmentation de l'épargne pour compenser la perte de valeur du patrimoine.
- **La pyramide des âges** influence grandement le volume de l'épargne. **Théorie du cycle de vie de Modigliani** : endettement, début de vie ; épargne, au cours de la vie active et désépargne à la retraite.
- **La culture du pays** : certains pays ont des taux d'épargne plus élevés que d'autres. Par exemple l'Allemagne et la France sont les pays où le taux d'épargne est le plus élevé.